

ocorram vacaturas neste posto nos quadros da subclasse citada e da classe dos músicos;

- 4.ª Diminuir o quadro da classe dos músicos de cinco (5) primeiros-grumetes e aumentar o quadro da classe dos electricistas de igual número de primeiros-grumetes, à medida que ocorram vacaturas neste posto no quadro da classe primeiro mencionada.

Ministério da Marinha, 19 de Novembro de 1957. —
(1) Ministro da Marinha, *Américo Deus Rodrigues Thomaz*.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Políticos
e da Administração Interna

Decreto-Lei n.º 41 378

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado o Estatuto da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado, elaborado pela Sétima Sessão da Conferência, reunida na Haia, em 31 de Outubro de 1951, cujo texto em francês, e respectiva tradução em português, é o seguinte:

Statut de la Conférence de la Haye de Droit International Privé (Texte révisé)

Les Gouvernements des Pays ci-après énumérés:

La République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse; considérant le caractère permanent de la Conférence de la Haye de Droit International Privé;

désirant accentuer ce caractère;

ayant, à cette fin, estimé souhaitable de doter la Conférence d'un Statut;

sont convenus des dispositions suivantes:

ARTICLE 1^{er}

La Conférence de la Haye a pour but de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé.

ARTICLE 2

Sont Membres de la Conférence de la Haye de Droit International Privé les Etats qui ont déjà participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence et qui acceptent le présent Statut.

Peuvent devenir Membres tous autres Etats dont la participation présente un intérêt de nature juridique pour les travaux de la Conférence. L'admission de nouveaux Membres est décidée par les Gouvernements des Etats participants, sur proposition de l'un ou de plusieurs d'entre eux, à la majorité des voix émises, dans un délai de six mois, à dater du jour où les Gouvernements ont été saisis de cette proposition.

L'admission devient définitive du fait de l'acceptation du présent Statut par l'Etat intéressé.

ARTICLE 3

Le fonctionnement de la Conférence est assuré par la Commission d'Etat néerlandaise, instituée par Décret

Royal du 20 février 1897, en vue de promouvoir la codification du droit international privé.

Cette Commission assure ce fonctionnement par l'intermédiaire d'un Bureau Permanent dont elle dirige les activités.

Elle examine tous les propositions destinées à être mises à l'ordre du jour de la Conférence. Elle est libre d'apprécier la suite à donner à ces propositions.

La Commission d'Etat fixe, après consultation des Membres de la Conférence, la date et l'ordre du jour des Sessions.

Elle s'adresse au Gouvernement des Pays-Bas pour la convocation des Membres.

Les Sessions ordinaires de la Conférence auront lieu, en principe, tous les quatre ans.

En cas de besoin, la Commission d'Etat peut, après avis favorable des Membres, prier le Gouvernement des Pays-Bas de réunir la Conférence en Session Extraordinaire.

ARTICLE 4

Le Bureau Permanent a son siège à la Haye. Il est composé d'un Secrétaire Général et de deux Secrétaires, appartenant à des nationalités différentes, qui sont nommés par le Gouvernement des Pays-Bas, sur présentation de la Commission d'Etat.

Le Secrétaire Général et les Secrétaires devront posséder des connaissances juridiques et une expérience pratique appropriées.

Le nombre des Secrétaires peut être augmenté après consultation des Membres de la Conférence.

ARTICLE 5

Sous la direction de la Commission d'Etat, le Bureau Permanent est chargé:

a) de la préparation et de l'organisation des Sessions de la Conférence de la Haye, ainsi que des réunions des Commissions spéciales;

b) des travaux du Secrétariat des Sessions et des réunions ci-dessus prévues;

c) de toutes les tâches qui rentrent dans l'activité d'un secrétariat.

ARTICLE 6

En vue de faciliter les communications entre les Membres de la Conférence et le Bureau Permanent, le Gouvernement de chacun des Membres doit désigner un organe national.

Le Bureau Permanent peut correspondre avec tous les organes nationaux ainsi désignés, et avec les organisations internationales compétentes.

ARTICLE 7

La Conférence et, dans l'intervalle des Sessions, la Commission d'Etat peuvent instituer des Commissions spéciales, en vue d'élaborer des projets de Convention ou d'étudier toutes questions de droit international privé rentrant dans le but de la Conférence.

ARTICLE 8

Les dépenses du fonctionnement et de l'entretien du Bureau Permanent et des Commissions spéciales sont réparties entre les Membres de la Conférence, à l'exception des indemnités de déplacement et de séjour des Délégués aux Commissions spéciales, lesquelles indemnités sont à la charge des Gouvernements représentés.

ARTICLE 9

Le budget du Bureau Permanent et des Commissions spéciales est soumis, chaque année, à l'approbation

des Représentants diplomatiques, à la Haye, des Membres.

Ces Représentants fixent également la répartition, entre les Membres, des dépenses mises par ce budget à la charge de ces derniers.

Les Représentants diplomatiques se réunissent, à ces fins, sous la Présidence du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

ARTICLE 10

Les dépenses, résultant des Sessions Ordinaires de la Conférence, sont supportées par le Gouvernement des Pays-Bas.

En cas de Session Extraordinaire, les dépenses sont réparties entre les Membres de la Conférence représentés à la Session.

En tout cas, les indemnités de déplacement et de séjour des Délégués sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs.

ARTICLE 11

Les usages de la Conférence continuent à être en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire au présent Statut ou au Règlement.

ARTICLE 12

Des modifications peuvent être apportés au présent Statut si elles sont approuvées par les deux tiers des Membres.

ARTICLE 13

Les dispositions du présent Statut seront complétées par un Règlement, en vue d'en assurer l'exécution. Ce Règlement sera établi par le Bureau Permanent et soumis à l'approbation des Gouvernements des Membres.

ARTICLE 14

Le présent Statut sera soumis à l'acceptation des Gouvernements des Etats ayant participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence. Il entrera en vigueur dès qu'il sera accepté par la majorité des Etats représentés à la Septième Session.

La déclaration d'acceptation sera déposée auprès du Gouvernement néerlandais, qui en donnera connaissance aux Gouvernements visés au premier alinéa de cet article.

Il en sera de même, en cas d'admission d'un Etat nouveau, de la déclaration d'acceptation de cet Etat.

ARTICLE 15

Chaque Membre pourra dénoncer le présent Statut après une période de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur aux termes de l'article 14, alinéa 1^{er}.

La dénonciation devra être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, au moins six mois avant l'expiration de l'année budgétaire de la Conférence, et produira son effet à l'expiration de ladite année, mais uniquement à l'égard du Membre que l'aura notifiée.

Estatuto da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado (Texto revisto)

Os Governos dos Países a seguir enumerados:

República Federal da Alemanha, Áustria, Bélgica, Dinamarca, Espanha, Finlândia, França, Itália, Japão, Luxemburgo, Noruega, Países Baixos, Portugal, Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, Suécia e Suíça;

Considerando o carácter permanente da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado;

Desejando acentuar esse carácter;

Tendo, para tal fim, julgado desejável dotar a Conferência com um Estatuto;

Estipularam as disposições seguintes:

ARTIGO 1.º

A Conferência da Haia tem por objectivo trabalhar na unificação das regras de direito internacional privado.

ARTIGO 2.º

Serão Membros da Conferência da Haia de Direito Internacional Privado os Estados que já tenham tomado parte em uma ou mais Sessões da Conferência e que aceitem o presente Estatuto.

Poderão vir a ser Membros quaisquer outros Estados cuja participação apresente interesse de natureza jurídica para os trabalhos da Conferência. A admissão de novos Membros será decidida pelos Governos dos Estados participantes, mediante proposta de um ou mais deles, por maioria dos votos manifestados, no prazo de seis meses, a contar da data em que os Governos forem encarregados de examinar a proposta.

A admissão tornar-se-á definitiva com a aceitação do presente Estatuto pelo Estado interessado.

ARTIGO 3.º

O funcionamento da Conferência será assegurado pela Comissão de Estado neerlandesa, criada por Decreto Real de 20 de Fevereiro de 1897, com o fim de promover a codificação do direito internacional privado.

A referida Conferência assegurará aquele funcionamento por intermédio de uma Secretaria Permanente, cujas actividades dirigirá.

A Comissão examinará todas as propostas destinadas a serem apresentadas na ordem do dia da Conferência e terá a liberdade de apreciar o andamento a dar a essas propostas.

A Comissão de Estado marcará a data e a ordem do dia das Sessões, depois de consultar os Membros da Conferência.

A Comissão dirigir-se-á ao Governo dos Países Baixos para convocação dos Membros.

As Sessões ordinárias da Conferência realizar-se-ão, em princípio, de quatro em quatro anos.

Se for necessário, a Comissão de Estado poderá, com o parecer favorável dos Membros, pedir ao Governo dos Países Baixos que reúna a Conferência em Sessão Extraordinária.

ARTIGO 4.º

A Secretaria Permanente terá a sua sede na Haia. Compor-se-á de um Secretário-Geral e dois Secretários, de nacionalidades diferentes, que serão nomeados pelo Governo dos Países Baixos, mediante apresentação da Comissão de Estado.

O Secretário-Geral e os Secretários deverão possuir conhecimentos jurídicos e experiência prática adequados.

O número de Secretários poderá ser aumentado, depois de consultados os Membros da Conferência.

ARTIGO 5.º

Sob a direcção da Comissão de Estado, a Secretaria Permanente fica encarregada:

a) Da preparação e organização das Sessões da Conferência da Haia, assim como das reuniões das Comissões especiais;

b) Dos trabalhos do Secretariado das Sessões e das reuniões acima previstas;

c) De quaisquer trabalhos que façam parte da actividade de um secretariado.

ARTIGO 6.º

Com o fim de facilitar as comunicações entre os Membros da Conferência e a Secretaria Permanente, o Governo de cada um dos Membros deverá designar um órgão nacional.

A Secretaria Permanente poderá corresponder-se com todos os órgãos nacionais assim designados e com as organizações internacionais competentes.

ARTIGO 7.º

A Conferência e, no intervalo das Sessões, a Comissão de Estado poderão criar Comissões especiais, com o fim de elaborar projectos de Convenção ou estudar quaisquer questões de direito internacional privado que caibam no objectivo da Conferência.

ARTIGO 8.º

As despesas de funcionamento e conservação da Secretaria Permanente e das Comissões especiais serão divididas entre os Membros da Conferência, com excepção dos abonos de deslocação e de residência dos Delegados das Comissões especiais, os quais ficarão a cargo dos Governos representados.

ARTIGO 9.º

O orçamento da Secretaria Permanente e das Comissões especiais será submetido, todos os anos, à aprovação dos Representantes diplomáticos dos Membros na Haia.

Esses Representantes fixarão igualmente a distribuição, entre os Membros, das despesas que no orçamento ficarem a cargo destes últimos.

Os Representantes diplomáticos reunir-se-ão, para aqueles fins, sob a Presidência do Ministro dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos.

ARTIGO 10.º

As despesas resultantes das Sessões Ordinárias da Conferência serão suportadas pelo Governo dos Países Baixos.

No caso de Sessão Extraordinária, as despesas serão divididas entre os Membros da Conferência representados na Sessão.

Em qualquer dos casos os abonos de deslocação e de residência dos Delegados ficarão a cargo dos Governos respectivos.

ARTIGO 11.º

Os usos da Conferência continuarão a vigorar em tudo o que não for contrário ao presente Estatuto ou ao Regulamento.

ARTIGO 12.º

Poderão introduzir-se alterações ao presente Estatuto, se forem aprovadas por dois terços dos Membros.

ARTIGO 13.º

As disposições do presente Estatuto serão completadas por um Regulamento, a fim de assegurar a sua execução. Esse Regulamento será elaborado pela Secretaria Permanente e submetido à aprovação dos Governos dos Membros.

ARTIGO 14.º

O presente Estatuto será submetido à aceitação dos Governos dos Estados que tomaram parte em uma ou mais Sessões da Conferência e entrará em vigor logo que for aceite pela maioria dos Estados representados na Sétima Sessão.

A declaração de aceitação será depositada junto do Governo neerlandês, que a comunicará aos Governos referidos no parágrafo anterior deste artigo.

Proceder-se-á da mesma forma, no caso de admissão de um novo Estado, quanto à declaração de aceitação deste Estado.

ARTIGO 15.º

Cada Membro poderá denunciar o presente Estatuto decorrido um período de cinco anos, a contar da data da sua entrada em vigor, nos termos do primeiro parágrafo do artigo 14.º

A denúncia deverá ser notificada ao Ministério dos Negócios Estrangeiros dos Países Baixos, pelo menos, seis meses antes de findar o ano orçamental da Conferência, e produzirá o seu efeito ao expirar o referido ano, mas apenas quanto ao Membro que a tiver notificado.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 19 de Novembro de 1957. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar* — *Marcello Caetano* — *Fernando dos Santos Costa* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Despacho ministerial

De harmonia com o artigo 49.º do Decreto n.º 6462, de 7 de Março de 1920, o Consulado de 4.ª classe em Ciudad Trujillo e os Vice-Consulados em Porto Prata, Sánchez e S. Pedro de Macoris (República Dominicana) passam a depender do Consulado de Portugal em Caracas.

Ministério dos Negócios Estrangeiros, 31 de Outubro de 1957. — O Ministro dos Negócios Estrangeiros, *Paulo Arsénio Viríssimo Cunha*.

MINISTÉRIO DAS OBRAS PÚBLICAS

Direcção-Geral dos Edifícios e Monumentos Nacionais

Decreto n.º 41 379

Considerando que foi adjudicada a Fernando Moreira de Sá a empreitada de «1.º lote das obras da Faculdade de Engenharia do Porto — Instalação do laboratório de hidráulica (2.ª fase)»;

Considerando que para a execução de tais obras, como se verifica do respectivo caderno de encargos, está fixado o prazo até 31 de Dezembro de 1958, que abrange parte do ano económico de 1957 e o de 1958;

Tendo em vista o disposto no § único do artigo 4.º do Decreto-Lei n.º 27 563, de 13 de Março de 1937;